

Convention collective

**IDCC : 9791 | EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE,  
D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS OU NON, CUMA ET EXPLOITATIONS  
DE CULTURES SPÉCIALISÉES****(Deux-Sèvres)****(8 novembre 2002)**(Étendue par arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2004,  
*Journal officiel* du 14 avril 2004)**Avenant n° 32 du 17 janvier 2020**

NOR : AGRS2097149M

IDCC : 9791

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles des Deux-Sèvres ;  
Fédération nationale des producteurs de l'horticulture et des pépinières de la  
Nouvelle-Aquitaine ;****Fédération départementale des CUMA des Deux-Sèvres,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Syndicat général agroalimentaire CFDT des Deux-Sèvres ;  
Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri,**

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>****« Article 17 | Salaires****1. Ouvriers***a) Exploitations de polyculture, d'élevages et de cultures spécialisées*

Le salaire afférent à chaque coefficient est le suivant :

Niveaux	Échelons	Salaire horaire	Salaire mensuel (151,67 heures)
I	–	10,15 €	1 539,45 €
II	1	10,46 €	1 586,47 €
	2	10,55 €	1 600,12 €

Niveaux	Échelons	Salaire horaire	Salaire mensuel (151,67 heures)
III	1	10,77 €	1 633,49 €
	2	10,92 €	1 656,24 €
IV	1	11,23 €	1 703,25 €
	2	11,92 €	1 807,91 €

**b) Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA)**

Le salaire afférent à chaque coefficient est le suivant :

Niveaux	Échelons	Salaire horaire	Salaire mensuel (151,67 heures)
I	–	10,15 €	1 539,45 €
II	1	10,66 €	1 616,80 €
	2	11,09 €	1 682,02 €
III	1	11,41 €	1 730,55 €
	2	11,66 €	1 768,47 €
IV	1	11,97 €	1 815,49 €
	2	12,26 €	1 859,47 €

**2. Techniciens et agents de maîtrise**

Le salaire afférent à chaque coefficient est le suivant :

Niveaux	Échelon	Salaire horaire	Salaire mensuel
1	1	13,12 €	1 989,91 €
	2	14,49 €	2 197,70 €
2	–	15,52 €	2 353,92 €

**3. Cadres**

Le salaire fixe mensuel est le suivant :

- cadre niveau 1 : 2 835 € ;
- cadre niveau 2 : 3 295 €. »

## Article 2

Le présent accord vaut pour toutes les entreprises, y compris les petites qui n'appellent pas de clauses particulières (art. L. 2261-23-1 du code du travail).

## Article 3

Les partenaires sociaux manquent de données d'état des lieux sur l'égalité de traitement des rémunérations entre les femmes et les hommes. Ils demandent aux organismes *ad hoc* les données en matière d'écart de rémunération.

## Article 4

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

*Fait à Vouillé, le 17 janvier 2020.*

(Suivent les signatures.)